



Paris, le 26 décembre 2017

Communiqué de presse interfédéral CFDT, CFE-CGC, CGT et FO

LA PREMIERE RENCONTRE AVEC NICOLAS HULOT EN APPELLE D'AUTRES. EN ATTENDANT, LE MINISTRE DOIT DEFENDRE DAVANTAGE LE PATRIMOINE HYDROELECTRIQUE FRANÇAIS

Le 21 décembre dernier, les Fédérations syndicales CFE-CGC Energies, FCE-CFDT, FNME-CGT et FNEM-FO ont pour la première fois rencontré le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire Nicolas HULOT.

Lors de cet échange, sans tabou, tous les défis qui attendent les énergéticiens français historiques ont été abordés, tant par les organisations syndicales que par le Ministre. Néanmoins, nous regrettons le peu de réponses précises apportées à ce stade des échanges, et en particulier sur le volet hydraulique qui était à l'origine de la demande de rendez-vous. Après avoir interpellé le Président de la République pour la défense du patrimoine hydroélectrique national et ses spécificités au plan européen, nous demandons au Ministre d'y mettre désormais toute son énergie !

Pour autant, le Ministre s'est engagé dans une démarche volontariste de dialogue régulier avec les organisations syndicales du secteur de l'énergie pour bâtir avec les salariés une transition énergétique pragmatique et socialement exemplaire ayant pour but la neutralité carbone. Nos Fédérations syndicales ont été sensibles à la volonté affichée par le Ministre d'un dialogue soutenu et non dogmatique qui remet en cohérence les dimensions sociales et industrielles au cœur d'une véritable Politique Industrielle basée sur la démarche de transition énergétique. Après les intentions, il y a les actes, et nos Fédérations syndicales attendent de véritables engagements concrets, notamment sur les questions sociales.

Tout en réaffirmant au Ministre leur opposition à plusieurs des orientations gouvernementales en matière énergétique comme le maintien de la concurrence dans l'hydraulique ou la fermeture anticipée de Fessenheim et des centrales au charbon, nos Fédérations syndicales continueront de participer activement à toutes les réflexions conduites au niveau national avec notamment l'élaboration de la PPE, et à défendre dans les territoires des projets socialement et industriellement exemplaires via les Contrats de Transition Ecologique.

Comme le Ministre l'a reconnu, nos Fédérations syndicales revendiquent leur rôle d'interlocuteurs incontournables dans la définition et la mise en œuvre des choix de politique énergétique du pays, considérant qu'aucune transition énergétique ne se fera sans ou contre les salariés ! Dans cette perspective, nous réaffirmons que toute politique énergétique doit être menée à partir des besoins du pays et des populations, en s'appuyant sur des valeurs de service public, intégrant la dimension industrielle et reposant sur des orientations pragmatiques.

Nos organisations syndicales s'inscrivent bien évidemment dans la volonté du Ministre de poursuivre le dialogue qui vient d'être entamé sur ces sujets essentiels.